

**Bilan compétitivité 2019**  
Sale temps pour les entreprises !

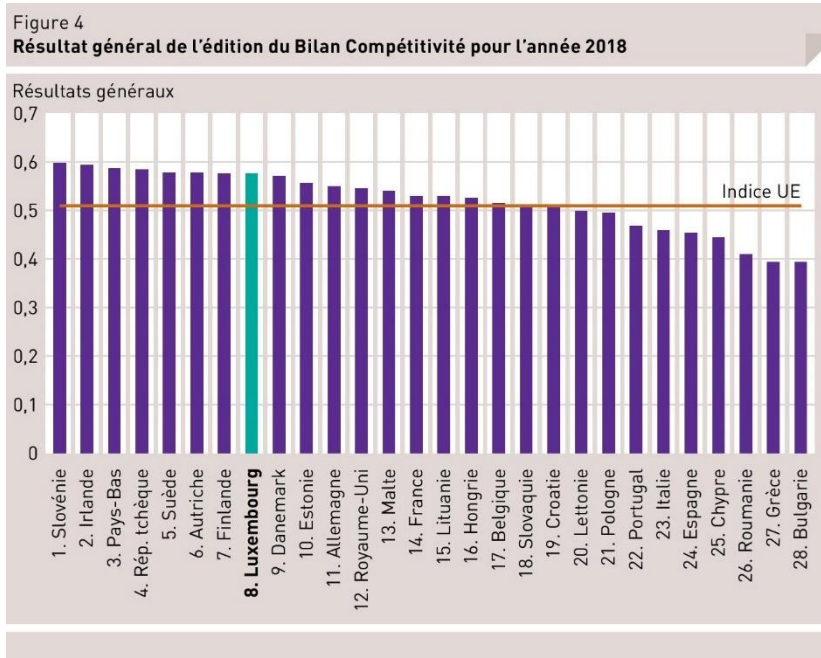
**Sommaire**

1. Les résultats en bref : quelle soutenabilité du 8 <sup>ème</sup> rang luxembourgeois ? .....	2
2. Analyse par pilier : .....	3
a) Economie : la 11 <sup>ème</sup> place pour une économie solide mais en perte de vitesse.....	3
b) Social : à la 3 <sup>ème</sup> position, le Luxembourg a le plus haut niveau de vie européen .....	5
c) Environnement : une 11 <sup>ème</sup> place synonyme de progrès.....	6
3. Le Luxembourg, terre d’entrepreneuriat ? .....	7
4. Rappel à l’ordre sur la compétitivité-coût .....	8
Annexe .....	9
i) Aspect Economie.....	9
ii) Aspect Social .....	10
iii) Aspect Environnement.....	11

## 1. Les résultats en bref : quelle soutenabilité du 8<sup>ème</sup> rang luxembourgeois ?

Le Luxembourg gagne une petite place au sein du bilan compétitivité 2019 pour se situer au 8<sup>ème</sup> rang sur les toujours 28 Etats membres de l'Union européenne (en attendant le Brexit). La Slovénie dépasse l'Irlande en tête du classement établi par l'Observatoire de la Compétitivité. Ces deux pays sont les seuls considérés comme « champions de la compétitivité » par le rapport. Les Pays-Bas complètent le podium. Le Luxembourg se positionne à nouveau devant ses pays voisins en termes de compétitivité. En effet, l'Allemagne est au 11<sup>ème</sup> rang, la France au 14<sup>ème</sup> et la Belgique 17<sup>ème</sup>. Le classement luxembourgeois a tendance à rester stable sur les dernières années, au 8<sup>ème</sup> rang selon les indicateurs de l'année 2018, au 9<sup>ème</sup> selon ceux de l'année 2017 et au 7<sup>ème</sup> rang en 2016. Les performances du Grand-Duché demeurent toutefois en retrait par rapport à 2015 (4<sup>ème</sup>) et surtout 2014 (2<sup>ème</sup>). Le pays est, en quelque sorte, rentré dans le rang.

Les indices composites par pilier placent le Luxembourg au 11<sup>ème</sup> rang pour l'aspect économie, au 3<sup>ème</sup> pour le social et au 12<sup>ème</sup> dans le domaine de l'environnement. Les pays les plus performants dans le domaine économique sont l'Irlande, la Suède et la Slovénie. Le podium est composé de la République tchèque, de la Slovénie et du Luxembourg sur l'aspect social et des Pays-Bas, du Royaume-Uni et de l'Italie sur le plan environnemental.



Source : Bilan compétitivité 2019 « Focus sur l'entrepreneuriat »

Il y a tout lieu de s'interroger sur la soutenabilité du 8<sup>ème</sup> rang luxembourgeois au sein de ce classement. Si le Conseil Economique et Social (CES) a défini la compétitivité comme « la capacité d'une nation à améliorer durablement le niveau de vie de ses habitants et à leur procurer un haut niveau d'emploi et de cohésion sociale tout en préservant l'environnement », cette capacité provient essentiellement de ses performances économiques. Or, la moindre performance économique du Grand-Duché par rapport à d'autres Etats membres, du fait

notamment d'une productivité atone, laisse augurer des difficultés croissantes à financer les progrès sociaux et environnementaux, et ainsi entrevoir un potentiel recul par rapport aux pays européens aujourd'hui mieux positionnés sur le pilier économique.

## **2. Analyse par pilier :**

L'analyse par pilier permet d'appréhender en détail la performance du Luxembourg pour les 3 grands aspects, Economie, Social et Environnement, et d'évaluer les forces et les faiblesses du pays.

### **a) Economie : la 11<sup>ème</sup> place pour une économie solide mais en perte de vitesse**

Le Luxembourg conserve sa 11<sup>ème</sup> place sur l'aspect économique, dont le tableau de bord montre un contraste saisissant entre les indicateurs « verts » liés à la solidité de l'économie, notamment le niveau de la dette publique, et les indicateurs « rouges » relatifs à l'évolution de la productivité, au coût du travail et à la rentabilité. Les entreprises pâtissent d'un contexte international défavorable et de politiques nationales qui ne favorisent pas toujours leur compétitivité.

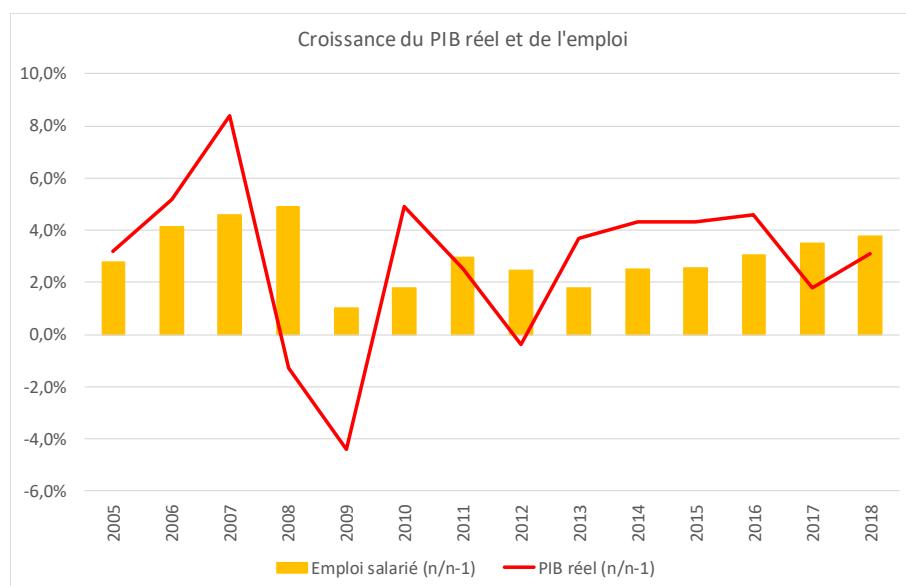
L'économie luxembourgeoise se situe respectivement à la 1<sup>ère</sup> et la 2<sup>ème</sup> position concernant le solde public et la dette publique, avec un excédent budgétaire de 2,4% et une dette équivalente à 21,4% du PIB. Le maintien d'un faible taux du rendement des obligations d'Etat à long terme, 0,56%, permet au Luxembourg de se positionner au 5<sup>ème</sup> rang sur cet indicateur et démontre lui aussi que l'Etat reste solide financièrement, ce qui n'occulte pas les incertitudes futures sur l'équilibre du système de pension et les faibles montants alloués au fonds souverain.

La croissance économique sur les trois dernières années est relativement consistante, avec une augmentation moyenne de 3,17%, supérieure à la moyenne européenne (2,2%) et à celle des trois pays voisins. Ce taux ne place toutefois le Luxembourg qu'à la 13<sup>ème</sup> position sur cet indicateur, et est soumis aux aléas d'un PIB luxembourgeois qui peut varier fortement au gré des révisions statistiques. Le ralentissement économique international aurait tendance à altérer cette dynamique pour l'année qui vient. Sur une période de 5 ans, la part de marché du Luxembourg dans les exportations mondiales a augmenté de 10,68%. Cette performance, qui peut apparaître comme largement positive, reste proche de la moyenne européenne (10,17%), et place le Luxembourg au 10<sup>ème</sup> rang sur 28 Etats membres.

Le Luxembourg se situe en tête des économies les plus productives de l'Union européenne, mesurées selon le PIB par heure travaillée. L'avance du Luxembourg dans ce domaine a cependant tendance à se réduire d'année en année. C'est notamment ce que montre la négativité du taux de variation annuelle moyen de la productivité globale des facteurs de l'ensemble de l'économie (-0,58%), qui place le Luxembourg à l'avant-dernière place sur cet indicateur, juste devant le Danemark. Il en est de même du taux de croissance moyen sur trois ans de la productivité réelle du travail par heure travaillée, où le Luxembourg ne devance que la Grèce avec une baisse de 0,03%. En l'absence de gains de productivité, l'économie n'a ainsi pas de fruits de la croissance à redistribuer, et peut se voir limiter dans sa capacité à investir pour le futur.

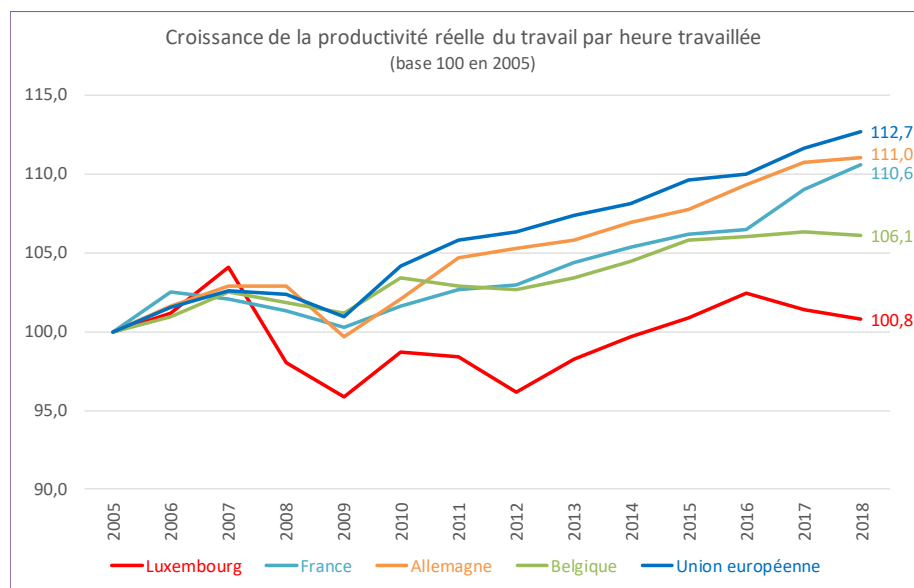
## La volonté d'aller vers une croissance plus qualitative ne porte pas encore ses fruits

La croissance luxembourgeoise est depuis plusieurs années essentiellement quantitative. C'est de fait l'élément qui affecte de la manière la plus significative la compétitivité telle qu'elle est définie par le Conseil Economique et Social (CES). Le graphique ci-dessous montre l'évolution du PIB et des emplois au Luxembourg entre 2005 et 2018.



Source : STATEC

Les emplois (en jaune) ont ainsi davantage augmenté que le PIB (en rouge) sur les 2 dernières années. Cette croissance plus importante de l'emploi par rapport au PIB, qui indique une diminution de la richesse créée par emploi, n'est pas inédite, et a marqué les années de crises et post-crisis. L'évolution de la productivité réelle horaire du travail valide elle aussi l'existence d'une croissance quantitative.



Source : Eurostat

La productivité au Luxembourg est ainsi au même niveau en 2018 qu'en 2005, faisant des 14 dernières années des années perdues en termes de gains de productivité. Du fait de leur évolution positive, l'Union européenne dans son ensemble (en particulier les nouveaux pays membres en provenance de l'Est de l'Europe) et les pays voisins du Luxembourg rattrapent une partie de leur retard par rapport au niveau de productivité luxembourgeois.

Les performances du Luxembourg sont souvent inquiétantes pour les indicateurs qui se rapportent directement à l'environnement des entreprises. Le Grand-Duché se classe ainsi à la 21<sup>ème</sup> position pour le temps nécessaire pour démarrer une entreprise avec 16,5 jours, contre 4 jours, voire moins, en Belgique et en France. Les entrepreneurs ont, en outre, un accès limité aux ressources financières, plaçant le Luxembourg à la 15<sup>ème</sup> position sur 18 pays participants au Global Entrepreneurship Monitor (GEM) pour cette donnée. L'entrepreneuriat est le thème phare du Bilan compétitivité et sera abordé en détail dans la troisième partie de cette analyse.

Les entreprises, quel que soit leur stade de développement, voient leur compétitivité-coût largement affecté par l'évolution du coût salarial unitaire nominal : +7,9% sur 3 ans au Luxembourg contre +0,6% seulement dans l'Union européenne, et par un taux d'imposition des sociétés à 26%, qui place le Luxembourg à la 21<sup>ème</sup> place sur 28 Etats membres en termes de charge fiscale sur les entreprises. Il en résulte la plus faible rentabilité des sociétés non financières de l'Union européenne (7,9%), ce qui peut largement affecter la capacité des entreprises à investir. Il ressort de ces différents éléments qu'il fait un « sale temps » pour les entreprises.

### ***b) Social : 3<sup>ème</sup>, le Luxembourg a le plus haut niveau de vie européen***

Le Luxembourg retrouve le podium sur le pilier social, avec le gain d'une place par rapport à l'an dernier. Un revenu médian près de deux fois supérieur à la moyenne européenne et une richesse nette par ménage qui dépasse les 750.000 euros contre 200.000 euros en moyenne pour les Etats membres européens, témoignent d'un niveau de vie de la population luxembourgeoise significativement supérieur à celui de leurs concitoyens européens. Attention toutefois à l'endettement des ménages dans le contexte d'un marché du logement tendu et au maintien de la cohésion sociale.

C'est au Luxembourg que le revenu médian en standard de pouvoir d'achat est le plus élevé dans l'Union européenne, atteignant près de 32.000 euros contre un peu plus de 20.000 euros dans les 3 pays voisins du Grand-Duché. Ce revenu a significativement augmenté entre 2017 et 2018, avec une hausse de 11,6%, qui positionne le Luxembourg à la 4<sup>ème</sup> place en termes de dynamique. Ceci est en partie dû à une augmentation des salaires dans l'économie, indicateur pour lequel le Luxembourg se positionne à la 10<sup>ème</sup> place. Sur le plan sociétal, le Luxembourg est 2<sup>ème</sup> après la Roumanie concernant la faiblesse de l'écart salarial entre les hommes et les femmes (5%).

L'écart entre les résidents luxembourgeois et les autres citoyens européens est plus important en ce qui concerne le patrimoine que le revenu. Ainsi, la richesse nette par ménage est plus de 3 fois supérieure au Luxembourg qu'en France et en Allemagne. Cependant, ce patrimoine moyen important est concomitant avec une dette des ménages qui atteint 66% de leur revenu, soit le 6<sup>ème</sup> taux d'endettement le plus fort de l'Union européenne. Les prix du logement continuent à progresser plus fortement que les revenus au sein du pays.

Le Luxembourg est l'un des pays où les inégalités de revenu sont les plus importantes selon le coefficient de Gini (19<sup>ème</sup> sur 25 pays). Néanmoins c'est aussi le pays où la pauvreté en termes absolus est la plus faible avec un taux de privation matérielle grave correspondant à 1,3% de la population. Ces résultats sont inhérents au modèle socio-économique luxembourgeois qui permet à l'ensemble de la population de bénéficier d'une prospérité supérieure à la plupart des

Etats membres européens. Ceci se fait au prix d'inégalités plus élevées dans certains domaines, du fait notamment d'une proportion importante de profils à forte valeur ajoutée.

L'emploi se montre toujours dynamique au Luxembourg, avec une croissance de 3,7% entre 2017 et 2018, la 3<sup>ème</sup> plus importante dans l'Union européenne. Cette dynamique favorise un taux de chômage de longue durée relativement faible (1,4% et une 8<sup>ème</sup> position). Elle influe aussi positivement sur le temps partiel involontaire, qui atteint 12,8% contre 25,6% en moyenne sur le plan européen. La proportion de salariés ayant des contrats à durée déterminée se situe plus proche de la moyenne européenne (8,5% au Luxembourg contre 11,2% dans l'Union européenne), ce qui pourrait être expliqué par le dynamisme du marché du travail et des flux importants de main-d'œuvre étrangère entre le pays et l'extérieur. Il faut toutefois différencier la situation globale du marché du travail au Luxembourg, qui est par ailleurs tout autant dépendante de la population nationale que des travailleurs frontaliers, de celle de l'exclusion du marché du travail pour une minorité de résidents. Ainsi, le Luxembourg n'est que 13<sup>ème</sup> sur 25 en ce qui concerne le pourcentage de personnes vivant dans un ménage à très faible intensité de travail (8,3%).

Concernant le niveau d'éducation de sa population, le Luxembourg fait preuve de solides performances avec une 8<sup>ème</sup> place pour le pourcentage de personnes ayant quitté prématurément l'éducation et la formation, et une 4<sup>ème</sup> place pour le niveau de scolarité supérieure pour la tranche d'âge 30-34 ans. Retenons qu'au Luxembourg ces chiffres résultent tout autant de la qualité du système éducatif que du niveau d'éducation des résidents arrivés une fois adulte sur le territoire luxembourgeois. Le dynamisme du marché de l'emploi et ces résultats en matière d'éducation, permettent au Luxembourg de se retrouver en 2<sup>ème</sup> position derrière les Pays-Bas pour le pourcentage de jeunes sans emplois ne participant ni à l'éducation, ni à la formation (NEET).

### ***c) Environnement : une 11<sup>ème</sup> place synonyme de progrès***

Le pilier environnement était ces dernières années le maillon faible de la performance luxembourgeoise au sein du Bilan compétitivité. C'est moins le cas en 2019 avec un gain de 3 places par rapport à 2018. La part du pétrole et des produits pétroliers dans la consommation finale d'énergie des ménages et l'intensité des émissions de gaz à effet de serre se sont réduites par rapport à l'an passé. La production de déchets par tête a, en revanche, fortement augmenté.

Les performances environnementales du Luxembourg apparaissent fortement différentes selon qu'elles se rapportent à son économie, et donc au PIB, ou à sa population. L'importance du phénomène frontalier, dont résulte un taux d'actifs sur le nombre d'habitants plus élevé qu'ailleurs, et l'intégration du Luxembourg dans le marché de la Grande-Région, via le tourisme à la pompe notamment, affectent notablement ces résultats. Ainsi, le Luxembourg se situe à une bonne 4<sup>ème</sup> place pour l'intensité énergétique, soit la consommation d'énergie par unité de PIB, ce qui peut aussi être liée en partie à la spécialisation de son économie sur certains services à haute valeur ajoutée.

Au niveau des démarches concrètes environnementales, le Luxembourg est en retard par rapport aux objectifs nationaux fixés pour 2020 pour la part des énergies renouvelables : objectif atteint à 58% en 2018 contre 88% en moyenne dans l'Union européenne. Ses performances en matière de recyclage sont supérieures, avec une 6<sup>ème</sup> place pour le taux de recyclage des déchets municipaux et 11<sup>ème</sup> pour le taux de recyclage des déchets électriques et électroniques.

Le Luxembourg se donne les moyens du progrès dans le domaine environnemental. Le pays est ainsi 3<sup>ème</sup> pour les dépenses de protection environnementale en pourcentage du PIB (avec 1%) et 6<sup>ème</sup> pour la superficie terrestre protégée (18%). Pour finir sur une note positive, le Luxembourg est leader de l'Ecoinnovation Index. Cet indice mesure les performances des pays dans les domaines de l'innovation réduisant l'utilisation des ressources naturelles et diminuant le rejet de substances nocives sur l'ensemble du cycle de vie de divers produits.

### **3. Le Luxembourg, terre d'entrepreneuriat ?**

Le Luxembourg peut se féliciter, tant pour son taux élevé d'intentions entrepreneuriales (14,7% et une 6<sup>ème</sup> place sur le plan européen) que pour les initiatives mises en œuvre ces dernières années, portées par la Chambre de Commerce, afin d'accompagner au mieux les entrepreneurs : House of Entrepreneurship et House of Start-Ups, SARL Simplifiée, la multiplication des incubateurs, généralistes ou spécialisés.

Dans son analyse de l'étude « *Ease of Doing Business 2019* » de la Banque mondiale sur le degré de facilité pour un entrepreneur de créer et de gérer une PME tout au long de sa vie, l'Observatoire de la Compétitivité met notamment en avant le mauvais classement du Luxembourg quant au délai de création des entreprises, dû en grande partie à la durée d'obtention de l'autorisation d'établissement. L'Observatoire de la Compétitivité recommande de tenir compte des résultats de cette étude, pour laquelle le Luxembourg est mal classé, tout en gardant à l'esprit que des facteurs essentiels affectant l'environnement de l'entrepreneuriat ne sont pas intégrés à ce classement.

En moyenne, l'économie luxembourgeoise est classée 66<sup>ème</sup> sur 190 économies étudiées par la Banque mondiale au sein du classement 2019 (et 26<sup>ème</sup> sur 28 Etats membres de l'Union européenne). Les 5 principales contre-performances du Luxembourg en la matière concernent la création d'entreprises (73<sup>ème</sup>), le règlement de l'insolvabilité (90<sup>ème</sup>), le transfert de propriétés (92<sup>ème</sup>), la protection des investisseurs minoritaires (122<sup>ème</sup>) et l'obtention des prêts (175<sup>ème</sup>). Les principaux points forts du Luxembourg sont le commerce transfrontalier (1<sup>er</sup>), l'obtention d'un permis de conduire (12<sup>ème</sup>), l'exécution des contrats (15<sup>ème</sup>) et le paiement des taxes et impôts (22<sup>ème</sup>).

Par ailleurs, le Bilan compétitivité met en lumière le Luxembourg Global Entrepreneurship Monitor (GEM) 2018/2019. Le « Total early-stage Entrepreneurial Activity »(TEA), qui mesure la part de la population engagée dans une activité entrepreneuriale à un stade précoce, est l'indicateur phare de cette étude. Il atteint 10,7 % au Grand-Duché, soit le 4<sup>ème</sup> taux le plus élevé après les Pays-Bas, la Slovaquie et l'Autriche. Si les résidents luxembourgeois valorisent plus que la moyenne européenne les entrepreneurs qui réussissent, ils ne sont que 49% (contre 60% des Européens) à considérer que démarrer une entreprise est un bon choix de carrière. Ce résultat mitigé pourrait être expliqué par une peur de l'échec plus importante qu'ailleurs, un phénomène en partie culturel peut-être, mais qui provient aussi certainement d'une loi sur les faillites aujourd'hui inadaptée.

#### ***4. Rappel à l'ordre sur la compétitivité-coût***

Le Bilan compétitivité 2019 fait état de plusieurs statistiques inquiétantes quant à la compétitivité future de l'économie luxembourgeoise, des statistiques se rapportant pour la plupart à la compétitivité-coût des entreprises. Le coût du travail augmente plus rapidement au Luxembourg par rapport à ses « concurrents » membres de l'Union européenne, ceci dans un contexte de morne stabilité de la productivité. Le maintien d'un même niveau de fiscalité des entreprises au moment où la plupart des autres Etats membres ont fait diminuer le taux d'imposition sur les sociétés, participe à cette diminution de la compétitivité-coût. De plus, la rentabilité des sociétés non financières luxembourgeoises est la plus faible d'Europe, ce qui illustre bien le manque de marge pour les entreprises. Ces signes alarmants pointent-ils vers un ralentissement économique au Luxembourg ? Ceci dépendra de la capacité à redresser la barre sur la compétitivité-coût et du temps mis par les autres économies pour rattraper leur retard de productivité sur le Luxembourg.

Les perspectives s'assombrissent pour la conjoncture internationale. Les périodes de ralentissements économiques provoquent souvent des changements majeurs sur le plan socio-économique et peuvent renverser certaines certitudes, comme la solidité des finances publiques ou les atouts compétitifs d'une économie sur certains secteurs. Ainsi, ce rappel à l'ordre sur la compétitivité-coût arrive à point nommé pour remettre cet aspect plus que fondamental en haut de l'agenda économique de l'Etat luxembourgeois. La prospérité future du Luxembourg, possiblement à court terme, en dépend.



## Annexe

### i) Aspect Economie

Tableau 1  
Données de l'aspect Économie

		Année	Évolution	LU	Position	Moyenne UE	DE	BE	FR	Premier	Dernier
A1	Dettes publiques (en % du PIB)	2018	↑	21,40	2 / 28	80,00	60,90	102,00	98,40	Estonie : 8,40	Grèce : 181,10
A2	Solde public (en % du PIB)	2018	↑	2,40	1 / 28	-0,60	1,70	-0,70	-2,50	Luxembourg : 2,40	Chypre : -4,80
A3	Solde de la balance courante, en % du PIB (moyenne sur 3 ans) <sup>(1)</sup>	2018	↑	5,00	20 / 28	3,96	7,90	1,70	2,60	Portugal : 1,10	Pays-Bas : 8,90
A4	Part de marché des exportations mondiales (variation en % sur 5 ans)	2018	↓	10,68	10 / 28	10,17	3,11	-1,46	-0,16	Irlande : 77,37	Suède : -6,32
A5	Positions extérieures nettes (en % du PIB)	2018	↑	61,00	4 / 28	-26,66	61,20	42,20	-16,40	Pays-Bas : 70,70	Irlande : -167,90
A6	Taux de change effectif réel (42 partenaires commerciaux, variation en % sur 3 ans)	2018	↓	3,30	14 / 28	2,99	5,30	6,90	4,50	Royaume-Uni : -13,00	République tchèque : 11,00
A7	Taux de croissance du PIB réel (moyenne sur 3 ans en %)	2018	↓	3,17	13 / 27	2,20	2,07	1,53	1,70	Irlande : 6,67	Grèce : 1,07
A8	Taux d'inflation (en %) <sup>(2)</sup>	2018	↓	1,50	11 / 28	1,90	1,90	2,30	2,10	Allemagne : 1,90	Roumanie : 4,10
A9	Temps nécessaire pour démarrer une entreprise (jours)	2018	→	16,50	21 / 28	11,66	8,00	4,00	3,50	Danemark : 3,50	Pologne : 37,00
A10	Rendements des obligations d'État à long terme (en %)	2018	↓	0,56	4 / 27	1,38	0,40	0,79	0,78	Lituanie : 0,31	Roumanie : 4,69
A11	Capital réglementaire sur actifs pondérés du risque (en %)	2018	↓	25,00	3 / 27	19,82	18,90	18,76	18,74	Estonie : 28,51	Portugal : 15,15
A12	Disponibilité des ressources financières pour entrepreneurs (note de 1 à 5)	2018	↓	2,44	15 / 18	2,86	2,84		2,84	Pays-Bas : 3,54	Chypre : 2,30
A13	Taux d'emploi des personnes âgées de 20 à 64 ans (en %)	2018	↑	72,10	21 / 28	73,20	79,90	69,70	71,80	Suède : 82,60	Grèce : 59,50
A14	Taux de chômage (en %)	2018	↑	5,50	14 / 28	6,80	3,40	6,00	9,10	République tchèque : 2,20	Grèce : 19,30
A15	Taux moyen de variation annuelle de la productivité globale des facteurs dans l'ensemble de l'économie (en %)	2018	↑	-0,58	27 / 28	0,62	0,22	-0,02	0,40	Irlande : 4,32	Danemark : -0,61
A16	Productivité réelle du travail par heure travaillée (taux de croissance moyen sur 3 ans, en %)	2018	↓	-0,03	27 / 28	0,90	1,00	0,10	1,37	Roumanie : 4,73	Grèce : -0,37
A17	CSU nominal (variation en % sur 3 ans)	2018	↓	7,90	19 / 28	0,60	5,60	3,50	2,40	Irlande : -2,80	Roumanie : 33,60
A18	Taux d'imposition des sociétés (en %)	2018	↑	26,00	21 / 28	21,90	30,20	29,60	34,40	Bulgarie : 10,00	Malte : 35,00
A19	Rentabilité des sociétés non financières (en %)	2016	↑	6,70	28 / 28	10,83	9,90	9,70	6,80	Irlande : 0,40	Luxembourg : 6,70
A20	PIB/heure travaillée (US=100)	2018	↓	128,30	1 / 28	71,57	96,27	100,38	93,74	Luxembourg : 128,00	Bulgarie : 38,00
A21	Dépense intérieure brute de R&D (en % du PIB)	2017	↓	1,26	16 / 28	2,06	3,02	2,58	2,19	Suède : 3,40	Roumanie : 0,50
A22	Part d'emploi dans les secteurs manufacturés en moyenne-haute et haute technologie (en % de l'emploi total)	2018	→	0,60	28 / 28	5,80	9,90	4,80	4,20	République tchèque : 11,30	Luxembourg : 0,60
A23	Pourcentage des intentions entrepreneuriales (en %)	2018	↑	14,70	6 / 17	11,16	5,85		18,60	Croatie : 18,62	Bulgarie : 3,91
A24	Compétences des diplômés (moyenne de la note de 1 à 7)	2018	↑	5,01	9 / 28	4,51	5,31	5,05	4,65	Pays-Bas : 5,50	Roumanie : 3,27
A25	Apprentissage tout au long de la vie en % de la population 25-64 ans	2018	↑	18,00	7 / 28	11,10	8,20	8,50	18,60	Suède : 29,20	Roumanie : 0,90

<sup>(1)</sup> Les pays sont classés en fonction de la distance du solde de la balance courante par rapport à la moyenne des deux seuils fixés par la procédure MIP (l'objectif est donc que le solde soit proche de +1 % du PIB).

<sup>(2)</sup> Les pays sont classés en fonction de la différence par rapport au taux d'inflation moyen de l'UE.

## ii) Aspect Social

		Année	Évolution	LU	Position	Moyenne UE	DE	BE	FR	Premier	Dernier
B1	Taux de chômage de longue durée (en %)	2018	↑	1,40	8 / 28	2,90	1,40	2,90	3,80	République tchèque : 0,70	Grèce : 13,60
B2	Taux de risque de pauvreté au travail (en %)	2018	↑	13,50	24 / 25	9,20	9,00	5,20	7,10	Finlande : 3,10	Roumanie : 15,00
B3	Proportion de salariés ayant des contrats à durée déterminée (en %)	2018	↓	8,50	15 / 28	11,20	9,80	8,50	13,70	Roumanie : 0,80	Espagne : 22,30
B4	Jeunes sans emploi et ne participant ni à l'éducation ni à la formation (NEET) (en %)	2018	↑	5,30	2 / 28	10,50	5,90	9,20	11,10	Pays-Bas : 4,20	Italie : 19,20
B5	Emploi à temps partiel involontaire (en %)	2018	↑	12,80	9 / 28	25,60	10,40	6,90	42,40	Estonie : 6,00	Grèce : 70,40
B6	Salariés ayant de longues heures involontaires (en %)	2015		35,00	24 / 28	30,00	30,00	28,00	32,00	Lituanie : 16,00	Suède : 52,00
B7	Variation de l'emploi par rapport à l'année précédente (en %)	2018	↑	3,70	3 / 28	1,30	1,40	1,30	1,00	Malte : 5,30	Bulgarie : -0,10
B8	Personnes ayant quitté prématurément l'éducation et la formation (en %)	2018	↑	6,30	8 / 28	10,60	10,30	8,60	8,90	Croatie : 3,30	Espagne : 17,90
B9	Niveau de scolarité supérieure dans la tranche d'âge de 30-34 ans	2018	↑	56,20	4 / 28	40,70	34,90	47,60	46,20	Lituanie : 57,60	Roumanie : 24,60
B10	Taux de redoublement (en %)	2015	↑	30,90	25 / 28	12,00	18,10	34,00	22,10	Croatie : 1,60	Belgique : 34,00
B11	Revenu médian (variation en % par rapport à l'année précédente)	2018	↑	11,63	4 / 25	2,76	3,62	4,21	1,18	Roumanie : 19,77	Bulgarie : 0,00
B12	Revenu médian en standard de pouvoir d'achat (en euros)	2018	↑	31 995,00	1 / 25	17 068,00	21 830,00	21 430,00	20 300,00	Luxembourg : 31 995,00	Roumanie : 6 241,00
B13	Écarts de salaires hommes - femmes (en %)	2017	↑	5,00	2 / 26	16,00	21,00	6,00	15,40	Roumanie : 3,50	Estonie : 25,60
B14	Évolution des salaires dans l'économie (CSU réel), variation en % sur 3 ans	2018	↓	1,04	10 / 28	0,07	0,39	-0,30	0,10	Roumanie : 5,58	Finlande : -1,76
B15	Dette des ménages (consolidée, en %)	2018	→	66,10	23 / 28	60,80	53,10	60,90	59,20	Roumanie : 15,90	Danemark : 125,40
B16	Richesse nette par ménage (en milliers d'euros)	2016	↑	768,40	1 / 20	208,26	214,30	330,30	243,10	Luxembourg : 768,40	Lettonie : 40,00
B17	Taux de risque de pauvreté après transferts sociaux (en %)	2018	↑	18,30	16 / 25	16,90	16,00	16,40	13,40	République tchèque : 9,60	Roumanie : 23,50
B18	Taux de privation matérielle grave (en %)	2018	↓	1,30	1 / 26	5,80	3,10	4,90	4,70	Luxembourg : 1,30	Bulgarie : 20,90
B19	Indice de Gini des inégalités de revenu (0 à 100)	2018	↓	33,20	19 / 25	30,14	31,10	25,60	28,50	Slovénie : 23,40	Bulgarie : 39,60
B20	Efficacité des transferts sociaux (différence entre taux de risque de pauvreté avant et après transferts sociaux) en points de pourcentage	2018	↓	27,70	8 / 25	26,70	26,00	25,80	32,30	Hongrie : 33,30	Lettonie : 15,80
B21	Personnes vivant dans des logements surpeuplés (en % de la population totale)	2018	↓	8,40	9 / 24	15,30	7,40	5,90	8,20	Chypre : 2,50	Roumanie : 46,30
B22	Charge des coûts du logement au-delà de 25 % du revenu disponible du ménage (propriétaires et locataires, en %)	2018	↑	21,45	9 / 25	28,74	38,99	24,21	19,56	Malte : 11,72	Grèce : 74,55
B23	Délinquance, violence ou vandalisme aux alentours (en %)	2018	↑	11,30	14 / 25	11,90	13,30	12,30	14,90	Croatie : 2,60	Bulgarie : 21,80
B24	Espérance de vie en bonne santé (en années)	2017	↓	59,10	18 / 28	63,75	65,90	63,80	63,70	Malte : 72,75	Lettonie : 51,40
B25	Personnes vivant dans un ménage à très faible intensité de travail (en % de la population de moins de 60 ans)	2018	↑	8,30	13 / 25	9,00	8,10	12,10	8,00	République tchèque : 4,50	Grèce : 14,60



### iii) Aspect Environnement

Tableau 5  
Données de l'aspect Environnement

		Année t <sub>1</sub>	Évolution	LU	Position			Moyenne UE	DE	BE	FR	Premier	Dernier
C1	Intensité énergétique (consommation d'énergie par unité de PIB) (en kilogrammes équivalent pétrole par euro)	2016	↑	86,69	4	/	28	118,47	111,03	147,26	117,17	Irlande : 61,64	Bulgarie : 422,60
C2	Part du pétrole brut et des produits pétroliers dans la consommation finale d'énergie des ménages (en %)	2016	↑	33,80	26	/	28	11,60	20,60	29,20	14,40	Suède : 0,30	Irlande : 38,10
C3	Productivité des ressources (en euros (SPA) par kilogramme)	2018	↑	3,30	3	/	10	2,35				Pays-Bas : 4,01	Finlande : 0,97
C4	Consommation intérieure de matières (en tonnes par tête)	2018	↓	24,08	23	/	28	13,84	15,80	14,01	11,76	Italie : 8,33	Finlande : 35,04
C5	Part des énergies renouvelables (en % par rapport à l'objectif national 2020)	2017	↑	58,00	27	/	28	87,63	85,84	69,68	70,87	Croatie : 136,38	Pays-Bas : 47,17
C6	Intensité des émissions de gaz à effet de serre (Indice 100 en 2000)	2017	↑	91,50	22	/	28	86,60	93,50	82,40	83,10	Malte : 62,20	Bulgarie : 107,90
C7	Production de déchets par tête (kilogrammes par personne)	2016	↓	17 405,00	26	/	28	4 968,00	4 858,00	5 573,00	4 848,00	Croatie : 1 265,00	Finlande : 22 359,00
C8	Taux de recyclage des déchets municipaux (en %)	2017	↑	48,30	6	/	27	46,40	67,60	53,70	42,90	Allemagne : 67,60	Malte : 6,40
C9	Taux de recyclage des déchets d'équipements électriques et électroniques (en %)	2016	↑	45,60	11	/	28	41,20	39,00	34,00	37,10	Bulgarie : 105,20	Malte : 6,20
C10	Exposition à la pollution de l'air par les particules fines (< 2,5 µm)	2017	↑	11,20	7	/	25	14,10	12,70	12,90	12,00	Finlande : 4,90	Bulgarie : 23,80
C11	Exposition à la pollution de l'air par les particules fines (< 10 µm)	2017	↑	20,30	13	/	26	21,60	17,50	20,40	19,10	Finlande : 10,00	Bulgarie : 37,30
C12	Demande biochimique en oxygène dans les rivières (mg O <sub>2</sub> /l)	2015	→	1,88	9	/	17	2,02		2,91	1,28	Irlande : 1,21	Roumanie : 3,35
C13	Dépenses totales de protection environnementale (en % du PIB)	2017	↑	1,00	3	/	28	0,80	0,60	0,90	0,90	Pays-Bas : 1,40	Finlande : 0,20
C14	Superficie terrestre protégée (en %)	2018	→	27,00	6	/	28	18,00	15,00	13,00	13,00	Slovénie : 38,00	Danemark : 8,00
C15	Ecoinnovation Index (Indice UE 100)	2018	↓	138,00	1	/	28	100,00	137,00	83,00	112,00	Luxembourg : 138,00	Chypre : 45,00
C16	Production des activités vertes (en % du PIB)	2016	↑	5,20	13	/	24	5,39	5,80	3,99	4,00	Finlande : 19,62	Irlande : 2,30
C17	Nombre d'emplois verts (en % de l'emploi total)	2016	↑	2,68	8	/	24	1,92	1,16	1,01	1,65	Finlande : 5,34	Belgique : 1,01
C18	Productivité matière non énergétique (euros par kilogramme)	2018	↑	4,38	4	/	28	2,86	3,55	3,28	3,23	Pays-Bas : 6,32	Roumanie : 1,04
C19	Économie circulaire				/								